



BILAN 2025

Les différences de lignes éditoriales en matière d'environnement se creusent, dans un contexte de hausse de la désinformation climatique

4,9%

Malgré une année **2025 par des actualités politiques et climatiques majeures** (loi Duplomb, Programmation Pluriannuelle de l'Énergie, canicules en juin et en août, etc.), la couverture médiatique des **enjeux environnementaux se situe à 4,9%** de temps d'antenne sur l'année, soit **à peine son niveau de 2023** (5.3%).

La couverture des **enjeux biodiversité atteint un niveau record (2,6%)** sur l'année 2025 depuis le début des mesures de l'Observatoire, nettement supérieur aux années précédentes.

2,6%

1,7%
à **10%**

L'asymétrie entre la couverture des différents médias se creuse : elle se situe, **en fonction des médias, entre 2% et 5%** de temps d'antenne, soit plus du double.

L'**audiovisuel public se distingue**, sur l'ensemble des indicateurs observés, par un **meilleur traitement des enjeux environnementaux**.



< 10%

Les **causes des canicules** (énergies fossiles, émissions de gaz à effet de serre, etc.) **représentent moins de 10% du total de la couverture** du changement climatique pendant les périodes concernées.

La désinformation climatique est **particulièrement détectée lors des débats politiques sur la stratégie énergétique** de la France, redescendant au dernier trimestre 2025 à son niveau de début d'année (~ 8 cas / semaine). En moyenne, **13 cas ont été détectés par semaine**. Au total. Au total **665 cas de désinformation climatique** sont détectés en 2025.

13 cas
/ semaine

x 18

La COP 30 est par une **asymétrie particulièrement forte** de couverture entre les médias, **RFI et France Info Radio** ayant respectivement couvert **18 fois et 5 fois plus** l'événement que **CNews**.

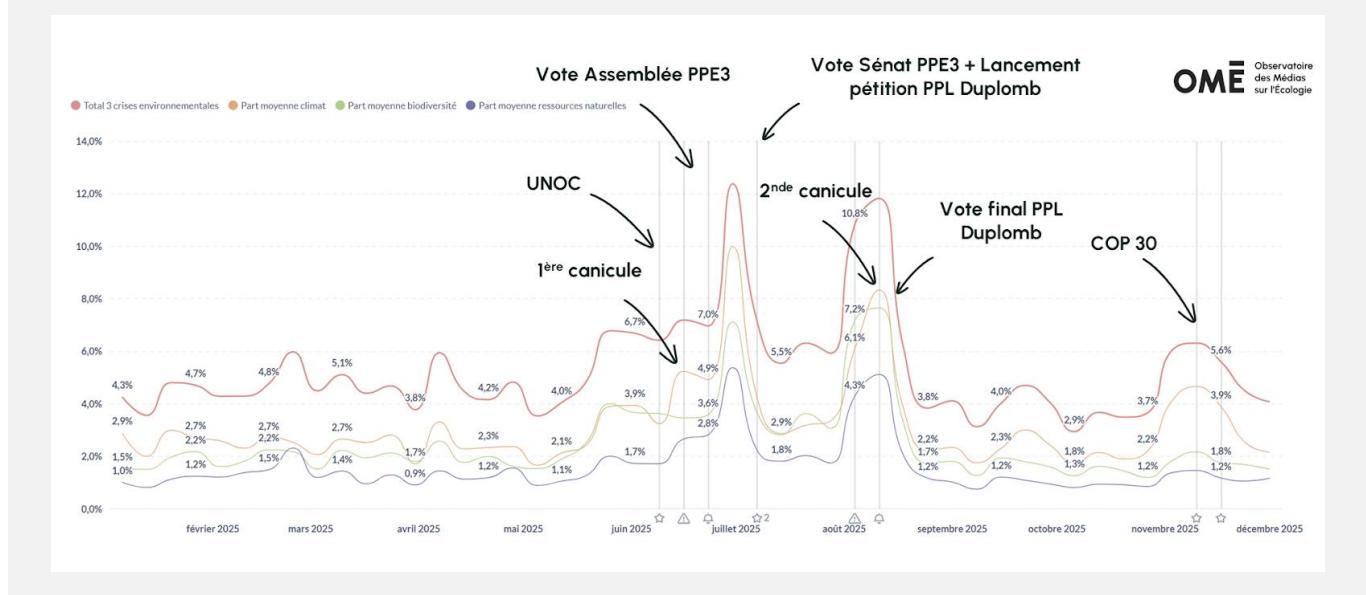
UNE ANNÉE PAR DES SÉQUENCES POLITIQUES ET MÉTÉOROLOGIQUES FORTES : RENOUVELABLES, PESTICIDES, CANICULES, UNOC, COP...

Contexte général :

L'année 2025 aura été marquée par les actualités suivantes :

- La troisième conférence des Nations unies sur l'Océan, à Nice (France, 9 – 13 juin)
- L'examen de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE3, juillet 2025)
- L'examen de la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur, dite "Duplomb" (août 2025)
- Deux canicules successives (juin et août 2025)
- La COP30, tenue à Belém (Brésil, 10 – 21 novembre)

Figure : Évolution de la couverture des crises environnementales et actualités correspondantes

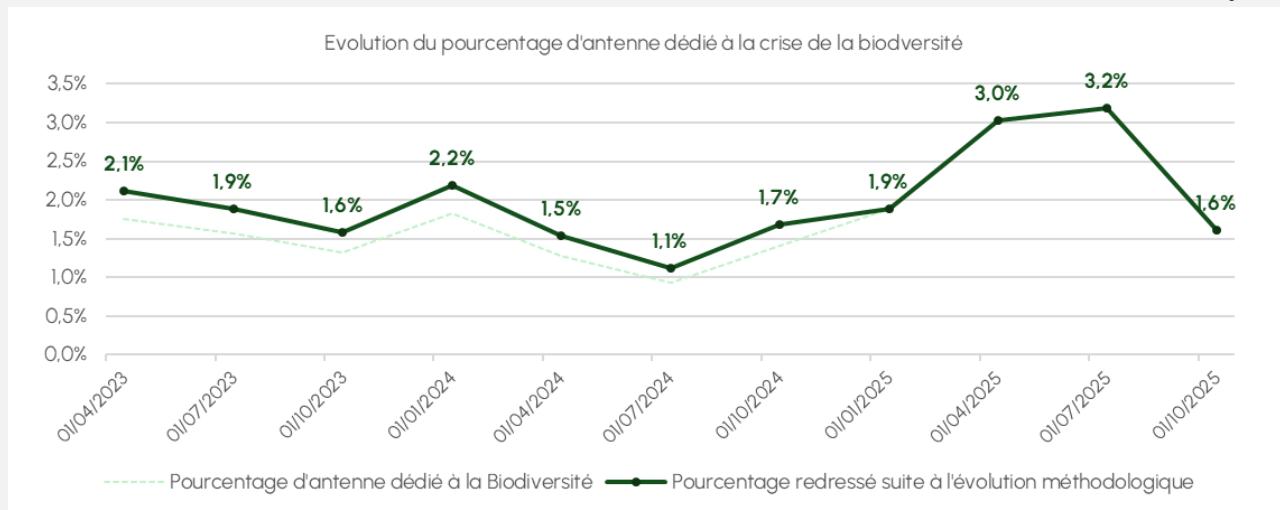


- **5% de temps d'antenne** ont été consacrés aux enjeux environnementaux au second semestre 2025, stable par rapport au premier semestre (4,9%)
- Sur l'année 2025, **4,9% de temps d'antenne** ont été consacrés aux enjeux environnementaux. Une augmentation de 33% est donc observée entre 2024 (3,7%) et 2025. Ce constat peut, entre autres, s'expliquer par une couverture particulièrement importante durant la **première canicule** de l'été (9%, juin 2025), et durant la **seconde** (11%, août 2025). Hors pic de couverture, la moyenne de l'année est de 4,6%, soit nettement supérieure (+20%) à celle de 2024.
- Enfin, la **part de couverture des solutions** à la crise climatique **plafonne** autour de **1,3% en 2025, contre 1,6% en 2023**, et ce malgré un contexte de débat politique très sur les solutions (moratoire sur les énergies renouvelables, débat sur les ZFE, etc.)

Biodiversité : une couverture médiatique en nette progression

Figure : Évolution de la part du temps d'antenne dédié à la crise de la biodiversité dans les médias audiovisuels français, depuis le lancement de l'Observatoire

OMÉ Observatoire
des Médias
sur l'Écologie



- Le temps d'antenne consacré à la biodiversité a augmenté au second semestre. Il se situe à 2,7% (+ 0,2 points par rapport au premier semestre). En parallèle de cette hausse, une baisse de couverture du changement climatique est observée, indiquant un effet "vase communiquant" au sein de la thématique environnementale.
- Durant le second et le troisième trimestres 2025, le temps d'antenne consacré à la crise de la biodiversité a atteint à plusieurs reprises celui de la crise climatique, phénomène assez rare depuis le lancement de l'Observatoire.
- Il s'explique par deux facteurs :
 - D'une part, l'Observatoire considère les **canicules** (juin et août 2025) comme des **facteurs d'érosion de la biodiversité**.
 - D'autre part, le sujet a été particulièrement visible à la faveur des débats entourant l'**examen de la loi "Duplomb"**.

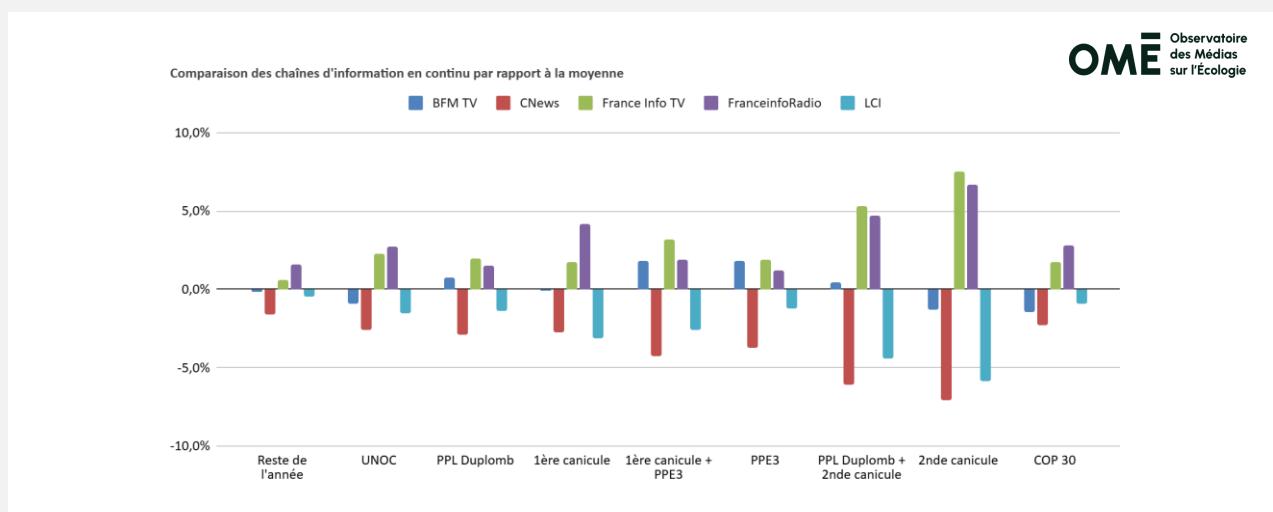
Lignes éditoriales : un écart entre les médias qui se creuse

Figure : Comparaison public/privé - Couverture moyenne des enjeux environnementaux par les médias audiovisuels



- L'**audiovisuel public** (Groupes France Télévisions, Radio France et France Média Monde) **couvre deux fois plus les enjeux environnementaux** que l'audiovisuel privé.
- Cet écart se réduit en ce qui concerne les télévisions généralistes (TF1, France 2, France 3 Ile de France et M6). La **couverture de TF1 est même située au même niveau que celles de France 2 et France 3 Ile-de-France**.

Figure : Comparaison entre la couverture générale et l'ensemble des périodes d'actualités faisant l'objet d'une attention particulière dans ce rapport. **Lecture** : Pendant la seconde canicule, France Info TV a couvert le sujet 8 pp (points de pourcentage) de plus que la moyenne, CNews 7 points de moins que la moyenne.



- Les chaînes d'information en continu ont dédié **4% de leur temps d'antenne** aux enjeux environnementaux, soit **50% de plus qu'en 2024**.
- BFM TV semble représenter de façon assez stable la "couverture moyenne" des sujets environnementaux pour l'information en continu (écart à la moyenne quasi nul).
- Sur l'ensemble de la période analysée, **l'audiovisuel public** (France Info TV et France Info Radio) se caractérise par une **couverture significativement plus élevée** (+1,1 points hors séquence environnementale, soit +35% ; +2,4 points durant les séquences diplomatiques telles que l'UNOC ou la COP 30, soit +65%).
- A contrario, CNews et LCI s'illustrent par une sous-couverture répétée des enjeux environnementaux.

Figure : Mesure par l'outil Pluralisme du temps de parole politique par sujet d'actualité pour les principales chaînes d'information en continu

The table below summarizes the data from the screenshot:

Thème	BFM_TV	CNEWS	LCI	franceinfo
Sécurité	4h 18min (11.6%)	3h 46min (16.1%)	1h 59min (7.3%)	1h 47min (8.3%)
Economie	11h 5min (29.7%)	3h 35min (15.4%)	7h 24min (27.0%)	4h 20min (20.2%)
Institution	5h 36min (15.0%)	2h 43min (11.6%)	3h 30min (12.8%)	3h 35min (16.7%)
Justice	1h 46min (4.8%)	1h 58min (8.4%)	52min (3.2%)	53min (4.1%)
Politique Internationale	1h 50min (4.9%)	1h 56min (8.3%)	2h 49min (10.3%)	1h 59min (9.2%)
Culture	41min (1.8%)	1h 27min (6.2%)	38min (2.3%)	51min (4.0%)
Défense	1h 2min (2.7%)	1h 10min (5.0%)	1h 39min (6.0%)	1h 13min (5.7%)
Europe	1h 20min (3.6%)	1h 4min (4.6%)	1h 60min (7.3%)	1h 23min (6.4%)
Education	37min (1.7%)	54min (3.8%)	26min (1.6%)	35min (2.7%)
Immigration	58min (2.6%)	51min (3.7%)	44min (2.7%)	35min (2.7%)
Libertés	27min (1.2%)	43min (3.1%)	15min (0.9%)	25min (1.9%)
Santé & Handicap	2h 42min (7.2%)	41min (2.9%)	1h 47min (6.5%)	1h 6min (5.1%)
Laïcité	15min (0.7%)	40min (2.8%)	23min (1.4%)	13min (1.0%)
Famille	60min (2.7%)	39min (2.8%)	36min (2.2%)	25min (1.9%)
Ecologie & Environnement	1h 7min (3.0%)	27min (1.9%)	49min (3.0%)	55min (4.3%)

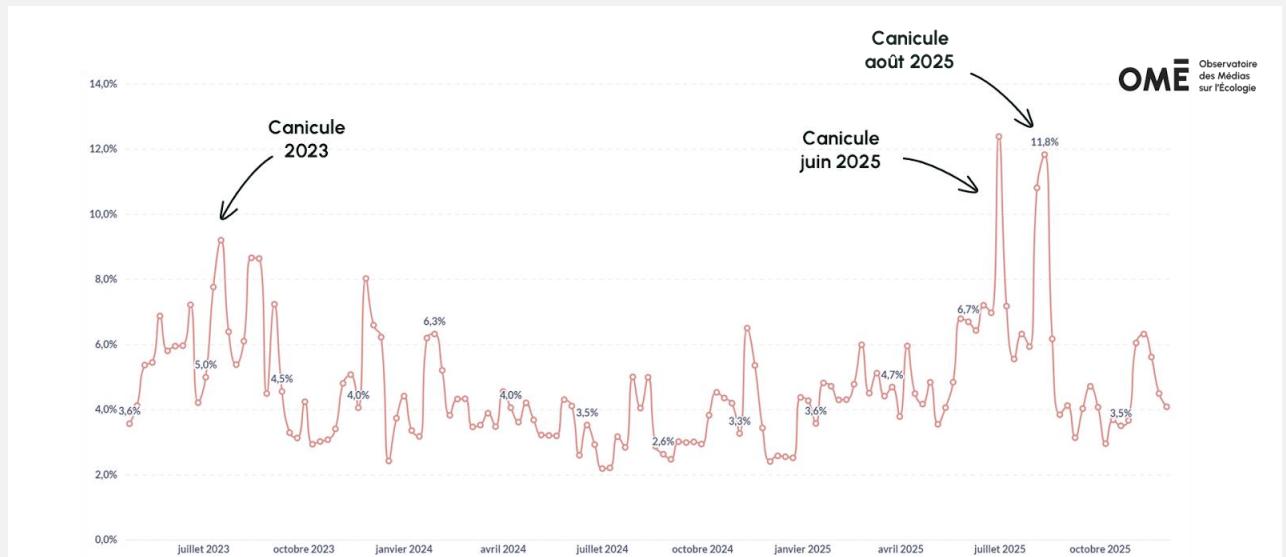
À titre de comparaison, l'outil pluralisme.fr rapporte que la parole politique dans les chaînes d'information a concerné l'économie à près de 23%. Si la diffère, les résultats convergent quant à la sous-couverture manifeste des thématiques environnementales, d'autant plus sur certaines chaînes.

DES PÉRIODES CANICULAIRES ATTEIGNANT DES NIVEAUX DE COUVERTURE RECORD, PAR UNE RELATIVE MEILLEURE RECONTEXTUALISATION QU'EN 2023

Contexte général :

- A l'instar de l'été 2023, l'été 2025 a été marqué par la présence de canicules, en juin 2025 et août 2025. A contrario, l'été 2024 n'a pas enregistré d'épisode caniculaire.

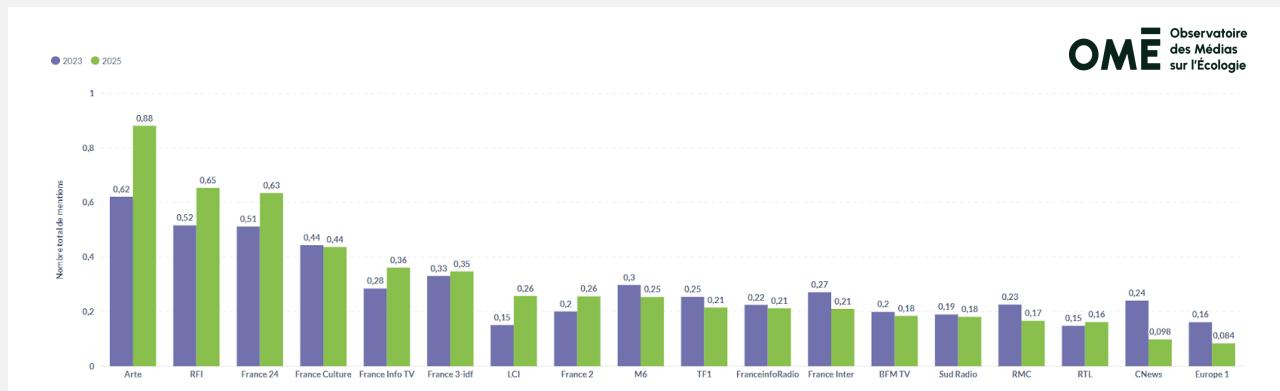
Figure : Évolution de la couverture médiatique du changement climatique par semaine, depuis le début de la mesure par l'Observatoire des Médias sur l'Ecologie



- Les semaines de survenue des canicules de 2025 **représentent les deux semaines de plus haute couverture des enjeux environnementaux** (respectivement de **12,4%** et **11,8% de temps d'antenne**), depuis le début des mesures de l'Observatoire en avril 2023. Cette intensité médiatique s'analyse également à la lumière de deux débats politiques concomitants : l'examen de la programmation pluriannuelle de l'énergie, et de la proposition de loi "Duplomb".
- Ces deux semaines ont été **principalement cadrées autour des conséquences du changement climatique** (respectivement à hauteur de **35%** et **40%**). Si la première canicule a été l'occasion d'un **débat orienté autour des solutions d'adaptation** (du fait de la saillance du sujet climatisation), **aucune des deux canicules n'aura permis de forte émergence du traitement des causes** (couverture inférieure à 10% de celle du changement climatique).
- Fait notable : les **mentions des énergies fossiles ont doublé entre les épisodes caniculaires de 2023 et les épisodes caniculaires de 2025**.

- Afin de mesurer le lien entre les mentions des canicules et celles du climat, l'Observatoire a comparé les apparitions des mots "canicule" et "climatique".
- Cette mesure, bien qu'imparfaite, est un indicateur de la tendance des médias à contextualiser les canicules.

Figure : Comparaison du ratio climatique / canicule par média, entre les périodes de canicules 2023 et 2025



Cette analyse donne les résultats suivants :

- En tendance, la **télévision généraliste se distingue**, avec un ratio pour 2025 relativement plus élevé (0,39) que la radio généraliste (0,27) et l'information en continu (0,29).
- Le **service public (TV ou Radio) contextualise de façon plus fréquente** que ses homologues privés.
- Parmi les chaînes TV généralistes, **Arte, M6 et France 3 Ile de France contextualisent le plus**.
- **LCI et France Info TV marquent une très nette progression en la matière** (+70% et +25% entre 2023 et 2025).
- A contrario, **CNews et Europe 1 s'illustrent par la chute de cette métrique** (-60% et -50%), rendant **peu visible la responsabilité du changement climatique** dans les épisodes caniculaires.

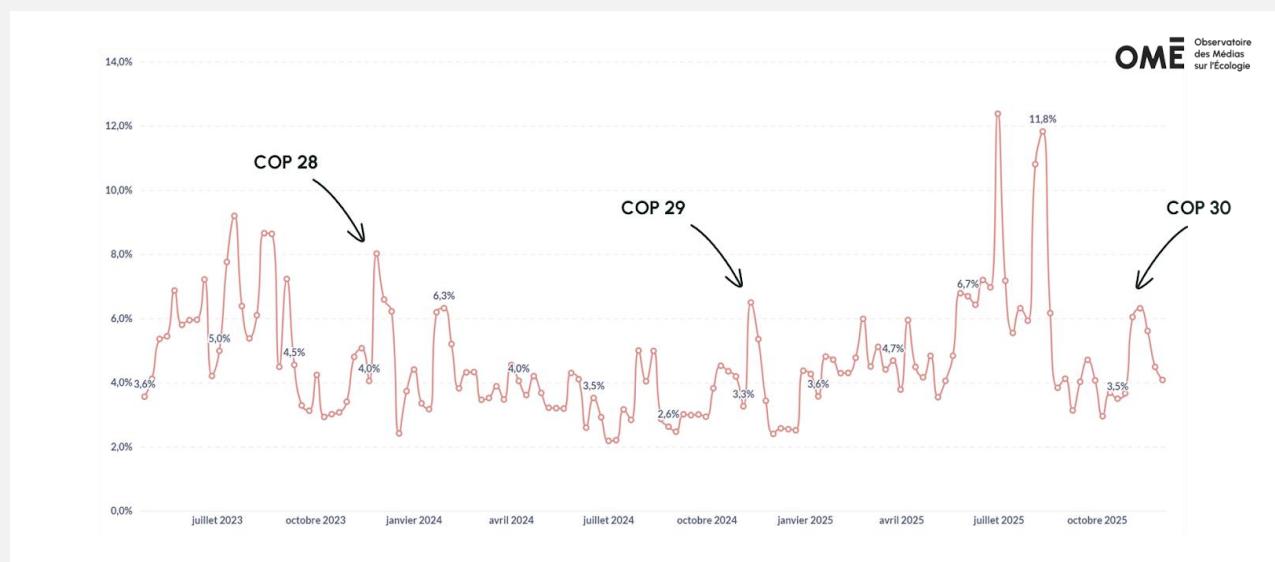
UNE COUVERTURE MÉDIATIQUE DE LA COP À DEUX VITESSES ENTRE LES DIFFÉRENTS MÉDIAS AUDIOVISUELS, TRÈS TOURNÉE SUR LES ÉCOSYSTÈMES

Contexte général :

- **La COP30 s'est tenue en novembre 2025 à Belém (Brésil)** dans un contexte multilatéral fragilisé : absence de délégation officielle des Etats-Unis, guerres sur de multiples continents, discours climato-sceptique de Donald Trump lors de l'Assemblée générale des Nations unies.
- **Si la COP 28 avait marqué la première mention officielle de la sortie des énergies fossiles** dans le texte final, la COP 29 s'était conclue sur un objectif de financement envers les pays en développement, par ailleurs jugé insuffisant par la communauté environnementale.
- **La COP30 démarrait sur un triple enjeu : opérationnaliser la sortie des énergies fossiles, accélérer le financement climatique notamment en faveur des pays en développement, et bénéficier du contexte local de la COP de l'Amazonie.**

À l'instar des événements météorologiques extrêmes, les COP (Conférences des parties) constituent une occasion médiatique privilégiée de mise à l'agenda médiatique du changement climatique et des enjeux environnementaux.

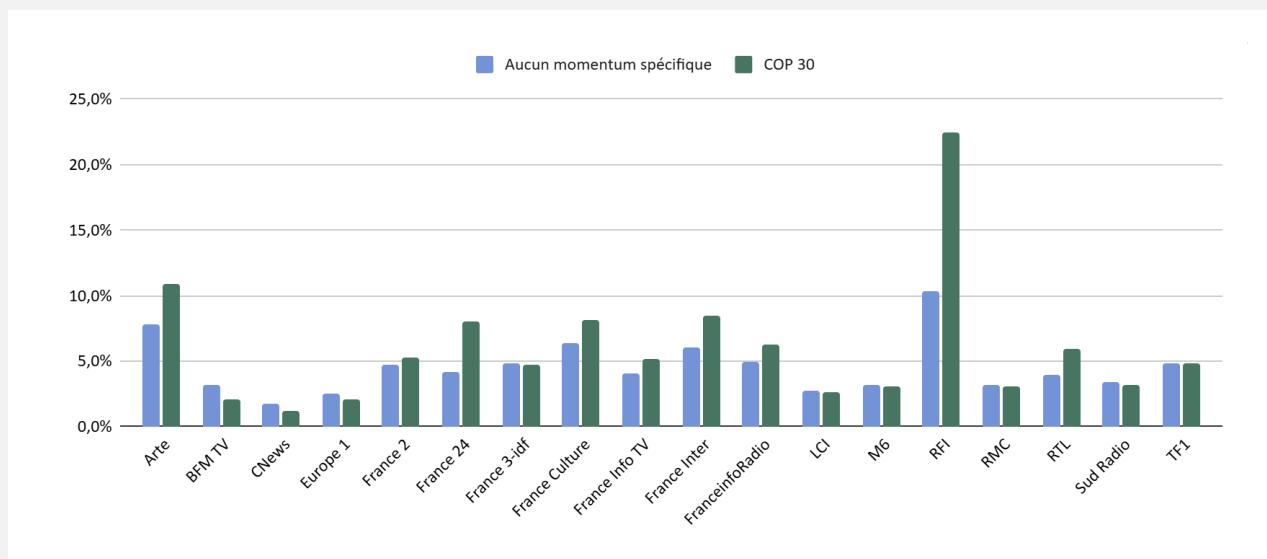
Figure : Évolution de la couverture médiatique des enjeux environnementaux dans les programmes d'information des médias audiovisuels français, 2023 - 2025



Une couverture médiatique asymétrique

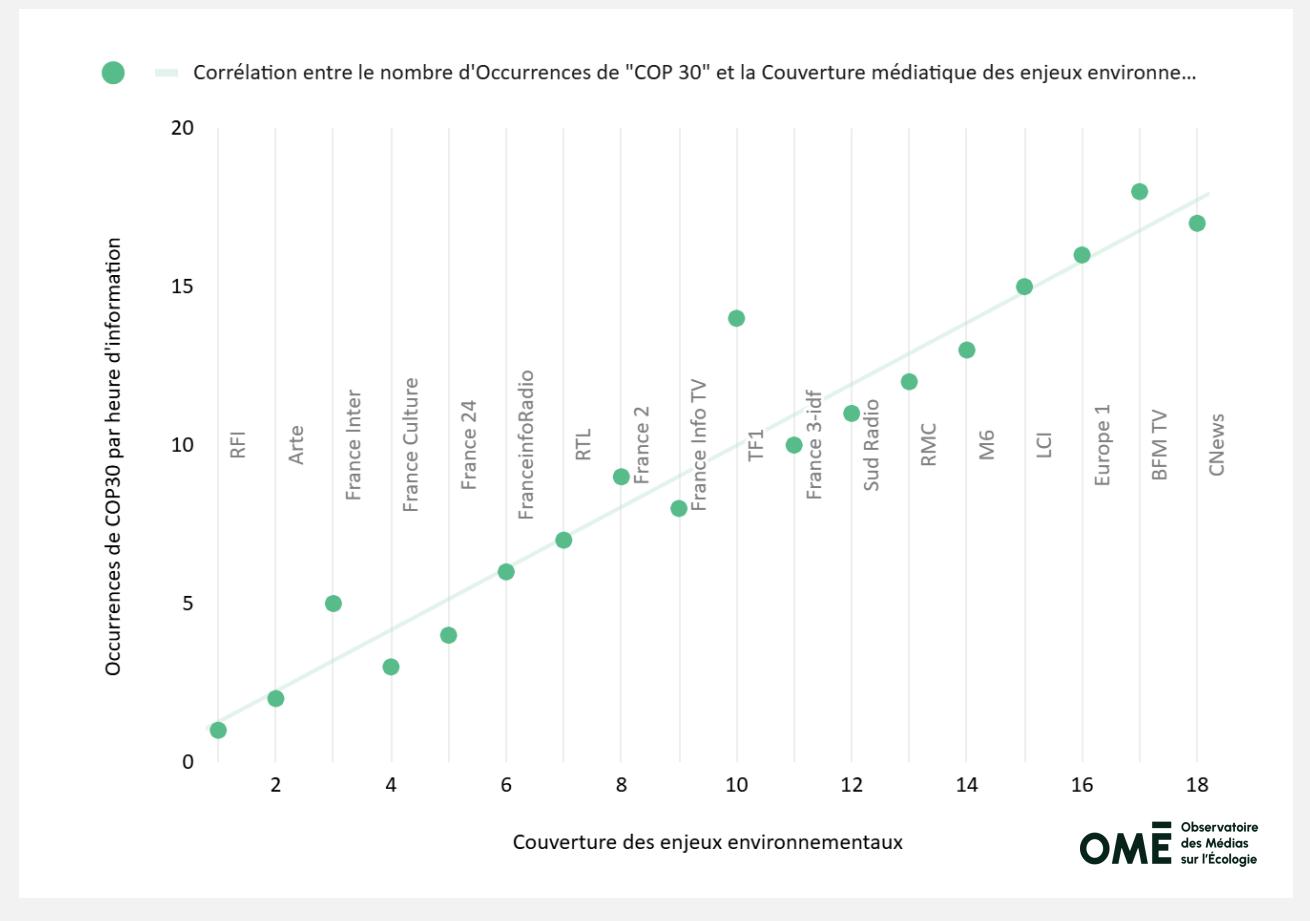
- Sur les deux semaines de la COP 30 (10 au 23 novembre 2025), les enjeux **environnementaux ont occupé 6% du temps d'antenne**, soit presque autant qu'en 2024 (5,9%) et **légèrement moins qu'en 2023 (6,4%)**.
- Cette couverture est **loin d'être homogène entre les médias**. S'il est possible d'étudier la couverture de la COP 30 en valeur absolue, le **rapport entre la couverture médiatique hors-COP et pendant la COP 30 permet de rendre visible les efforts éditoriaux**.

Figure : Comparaison entre la couverture médiatique durant la COP 30 et la couverture médiatique en dehors de toute actualité environnementale spécifique



- À ce titre, un trio de tête se dégage : **RFI** (2,2x plus de couverture qu'en période hors COP), **France 24** (1,9x) et **RTL** (1,5x).
- A contrario, **Europe 1, CNews et BFMTV ont moins couvert les enjeux environnementaux pendant la COP 30 que le reste de l'année**.
- Par ailleurs, les **médias audiovisuels publics ont couvert la COP près de trois fois plus que les médias privés**. TF1 et RTL couvrent autant les enjeux environnementaux pendant la COP qu'en règle générale.

Figure : Comparaison entre le rang (parmi les 18 médias analysés) en termes de couverture médiatique des enjeux environnementaux pendant la COP 30 et le rang en termes de nombre d'occurrences de "COP 30" sur la même période

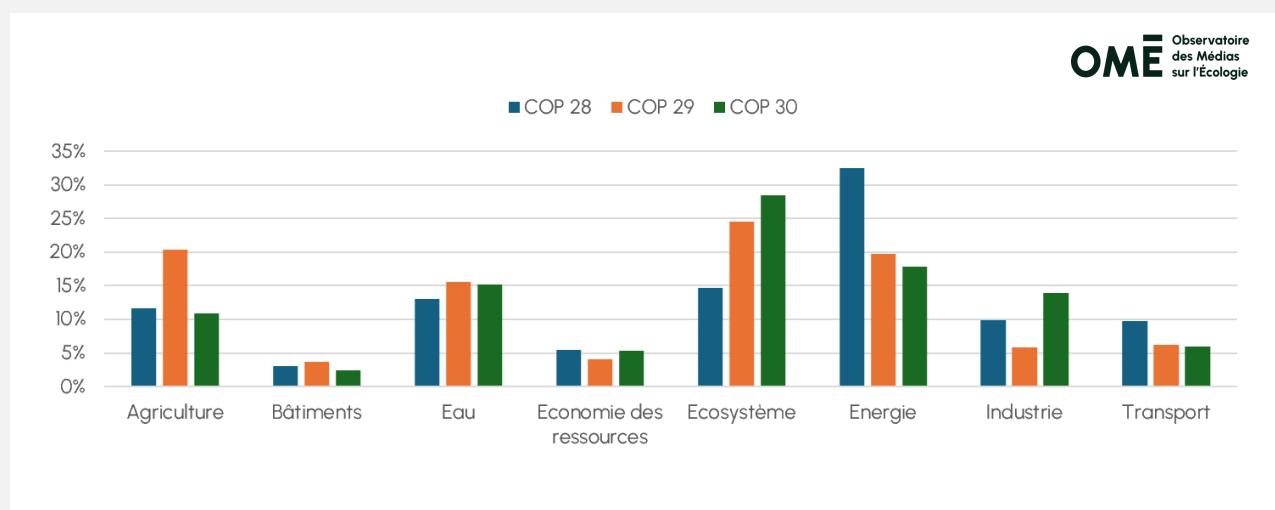


- L'Observatoire permet de **comptabiliser le nombre de mentions de "COP 30" par heure d'information**. Une comparaison entre cette approche et la précédente souligne que **TF1 et France Inter ont profité de l'actualité de la COP 30** pour couvrir les enjeux environnementaux de façon transversale, **sans nécessairement traiter de la COP en tant que telle**.
- Enfin, la COP 30 a démarré une semaine avant son lancement officiel, par le « sommet des décideurs ». Il convient de noter que parmi les 18 médias du périmètre, **quatre d'entre eux ont particulièrement privilégié une couverture en amont**, et ont ainsi vu leur pic de couverture décalé d'une semaine, dès le sommet des décideurs la semaine précédant la COP. Il s'agit de **M6, France 24, LCI et RMC**.

Une couverture sectorielle concentrée sur les écosystèmes

- Si les **accords finaux de la COP30 ne mentionnent pas les énergies fossiles, les médias audiovisuels non plus.**
- Contrairement à la COP28, dont l'attention portait sur le secteur de l'énergie (33% de la couverture), **ce sont aujourd'hui les écosystèmes qui occupent la plus grande part sectorielle de la couverture (28%)**, un résultat favorisé par la tenue de la COP30 à Belém (Brésil), au bord de l'Amazonie.
- **Le secteur de l'énergie reste fort, avec près de 18% de la couverture médiatique** (2 fois moins qu'en 2023). Les énergies fossiles ont été 3 fois moins citées par les médias durant la COP30 que pendant la COP28.

Figure : Comparaison des proportions relatives de chaque secteur d'activité pour les trois dernières COP dans les médias audiovisuels français

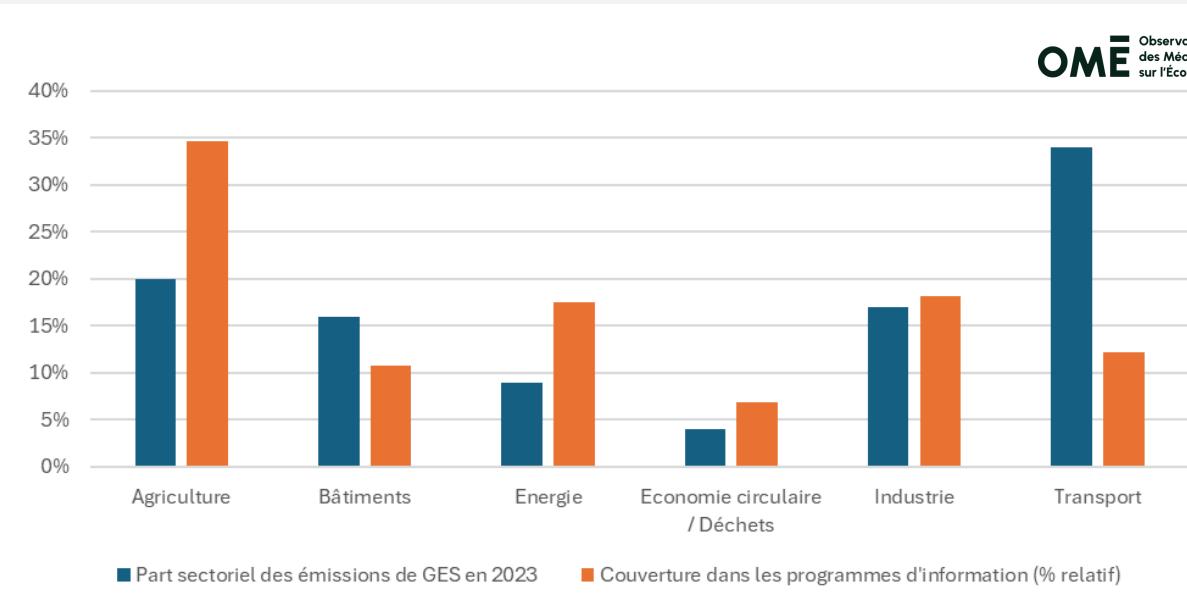


AGRICULTURE, ÉCOSYSTÈMES ET ÉNERGIES : QUELQUES SECTEURS PHARES DICTANT LE DISCOURS MÉDIATIQUE AU DÉTRIMENT DES AUTRES SECTEURS

Contexte général :

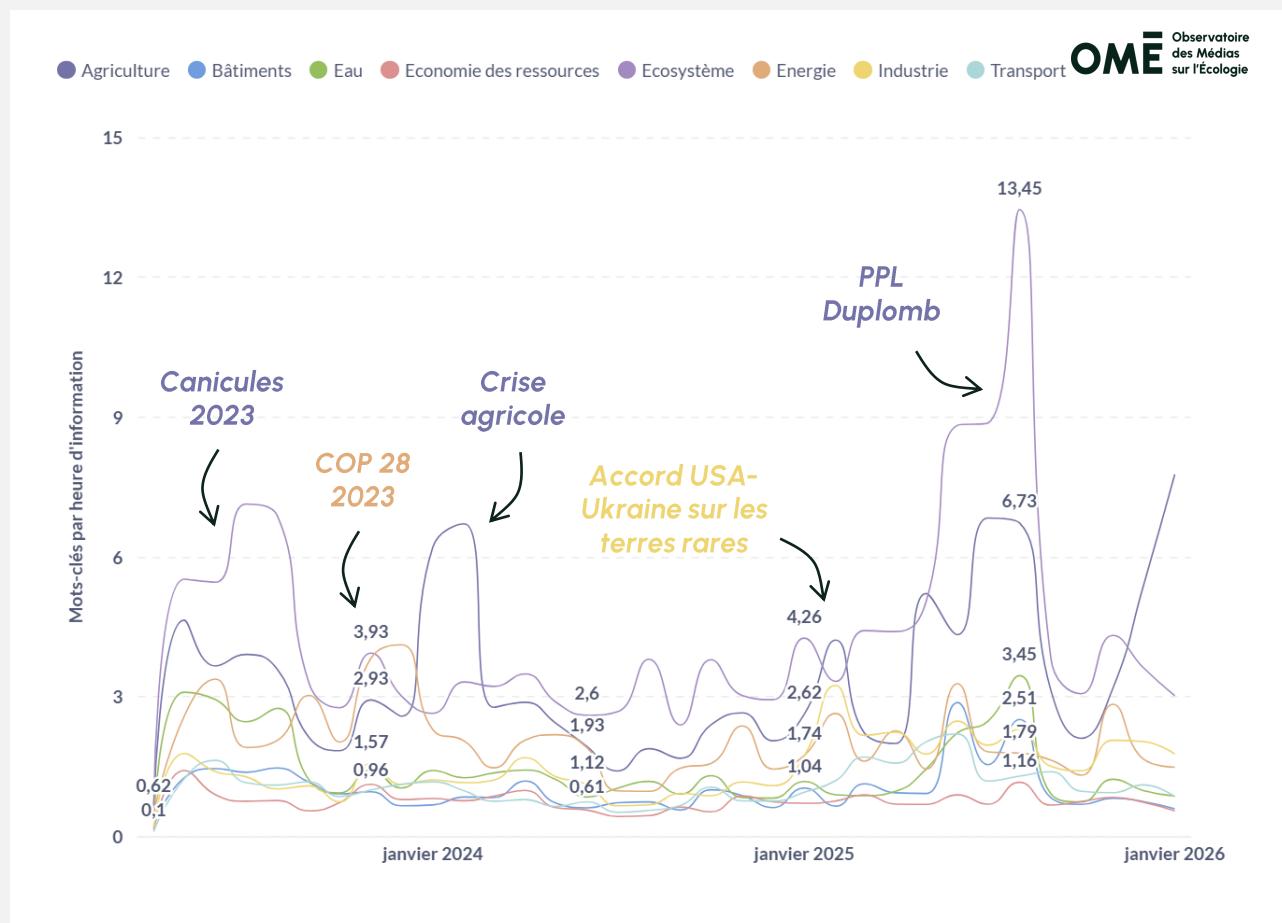
- Les catégories thématiques correspondent aux secteurs d'activité de la transition écologique conçues à partir du baromètre du Secrétariat général de la planification écologique.
- Cette thématisation s'effectue sur la base de mots clés spécifiques au champ lexical des transports, du bâtiment, de l'énergie, de l'industrie, de l'agriculture et de l'alimentation, de l'eau, des écosystèmes naturels et de l'économie circulaire.

Figure : Comparaison entre la couverture médiatique des enjeux environnementaux en 2025 et la part contributive des secteurs correspondant au total des émissions de GES en 2023 (source CITEPA). **Lecture** : Les part d'émissions de GES ne suffisent pas à caractériser l'impact sectoriel sur les crises environnementales (notamment la pression sur les ressources ou la biodiversité). Cette vue est une vision simplifiée afin de comparer des ordres de grandeurs.



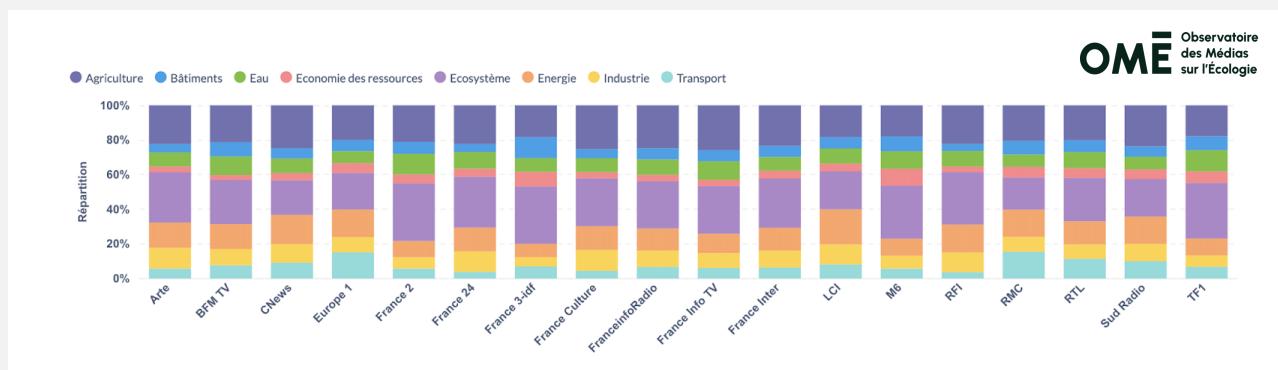
- L'analyse de la couverture médiatique des grandes thématiques permet d'identifier l'**évolution de la hiérarchisation de ces sujets**, en fonction de la densité de l'actualité mais aussi des choix éditoriaux.
- Après deux ans et demi de mesures, les données de l'Observatoire établissent quelques **grands constats** sur la couverture des secteurs émetteurs.

Figure : Évolution du traitement médiatique des secteurs de la transition écologique depuis le 1er avril 2023. Moyenne de nombres de mots-clés par heure, par mois.



- Il est possible de distinguer trois types de secteurs :
 - Les secteurs **“très sensibles” à l’actualité**, fixant la majorité du débat médiatique en matière environnementale (agriculture, énergie).
 - Ceux dont le traitement **augmente ponctuellement**, uniquement au moment de débats publics précis (industrie, transport, logement).
 - Enfin, les secteurs dont la **visibilité reste constante et relativement faible**, sauf exception (eau, économie des ressources).

Figure : Répartition de la couverture des secteurs de la transition écologique dans les médias audiovisuels depuis le 1er avril 2023.



Définie assez largement, la thématique des « écosystèmes » est la plus couverte (27,6%)

- La **plus couverte depuis le début des mesures**. Elle n'a été dépassée par d'autres thématiques que sur des courtes périodes et sa couverture a grimpé lors des canicules, car le sujet est évoqué pour parler des conséquences des événements météorologiques extrêmes.
- C'était la thématique la plus couverte sur la **majorité des chaînes, à l'exception de CNews, RMC et Sud Radio**. Les chaînes de télévision généralistes s'en sont davantage saisies.



L'agriculture est le secteur d'activité le plus couvert (21,3%)

- La **thématique la plus traitée en 2024, l'année de la crise agricole (24%) et la deuxième plus couverte en 2025 (21,5%)**.
- Depuis le début des mesures de l'Observatoire, cette **thématique est dominée par le sujet des pesticides**, du fait de l'actualité dense en la matière. En 2023, la médiatisation des scandales et de la montée d'une certaine vigilance publique est liée à la publication d'un rapport scientifique mettant en cause des géants du pesticide. Puis, survient la condamnation de l'Etat pour "préjudice écologique" lié à l'utilisation massive de pesticides ou encore la fermeture des captages d'eau contaminés. Puis, en février 2024, pour apaiser la crise agricole, le gouvernement annonce la mise en pause du plan "Ecophyto". **Le sujet gagne à nouveau en ampleur avec les débats autour de la loi Duplomb à l'été 2025**.
- L'agriculture a été la **thématique la plus traitée sur CNews, RMC et Sud Radio**.



L'énergie recoupe une grande partie des débats techniques en matière climatique, mais reste plus faible dans une vision globale de l'environnement (13,8%)

- La **couverture (11% en 2025) est en baisse continue par rapport à 2023 (16,4%)**. Elle ne remonte qu'en juin 2025, au moment des débats sur la programmation pluriannuelle de l'énergie.
- La visibilité des sujets liés à l'énergie a également évolué : **au second semestre de 2023, ce sont les occurrences de "transition énergétique" et de "énergie renouvelable" les plus nombreuses, tandis que 2025 est par la dichotomie entre le nucléaire et les énergies renouvelables (ENR, éoliennes, solaire)** - laissant présager une certaine polarisation du débat. **LCI est le média qui a le plus poussé cette thématique**. Les chaînes de télévision généraliste, à l'exception d'Arte, l'ont moins valorisée.



Les secteurs de l'industrie (9%), du transport (7%) et du bâtiment (6,6%) peinent, sauf moments médiatiques très spécifiques, à émerger dans le débat public

- Respectivement responsables pour 18%, 32% et 16% des émissions de gaz à effet de serre en France, semblent répondre à un intérêt médiatique constant qui n'augmente que lors d'actualités spécifiques.
- Pour l'industrie, cela correspond en **février-mars 2025 aux sujets géopolitiques sur les terres rares (accord Ukraine-USA) et aux débats sur le nucléaire en juin**.
- Les transports ont été généralement peu traités par rapport à leur poids dans les émissions nationales de gaz à effet de serre, sauf en juin 2025, au moment du vote de suppression des zones à faibles émissions. Les **radios privées Europe 1, RMC et RTL ont le plus abordé cette thématique**.
- Quant au **secteur du bâtiment, ce n'est qu'en juin 2025, quand Ma Prime Rénov' est suspendue** pour l'été, que la couverture de ce secteur a augmenté. **France 3 Île-de-France est le seul média qui se distingue par une couverture plus poussée de la thématique** en dehors de cette actualité.



L'eau (9,6%) et l'économie circulaire (5%), couverts de façon relativement constante et assez faible

- La couverture de ces thématiques est constante.
- Pour la première, les **deux pics de couverture correspondent aux sécheresses de l'été 2023 et 2025**. Or, c'est **en tant qu'aléa climatique et non pas comme une question de gestion de la ressource en eau que cette thématique est médiatisée** à ces deux moments, en dehors desquels elle suscite peu d'intérêt.
- Quant à l'économie circulaire (sujets sur le recyclage, les déchets et la sobriété, souvent concernant nos modes de vie), **l'Observatoire enregistre une baisse dans le traitement de ce secteur en 2025**.
- Par ailleurs, la légère fluctuation de visibilité correspond en majorité aux différentes sessions des négociations pour mettre fin à la pollution plastique (CIN). **M6 se distingue par la valorisation de cette thématique**.

UNE DÉSINFORMATION CLIMATIQUE EN BAISSE AU DERNIER TRIMESTRE 2025, EN L'ABSENCE DE DÉBAT EN MATIÈRE DE POLITIQUE PUBLIQUE ENVIRONNEMENTALE

Contexte général :

- La désinformation climatique est en forte hausse dans le monde, et a notamment fait son entrée dans les négociations multilatérales à l'occasion de la COP 30.
- A ce titre, l'Observatoire mesure, de façon rigoureuse et méthodologique, la prévalence de la mésinformation climatique, et les regroupe en narratifs de désinformation.
- L'ensemble de la , ainsi que les vérifications des faits sur les narratifs de désinformation peuvent se retrouver ici:



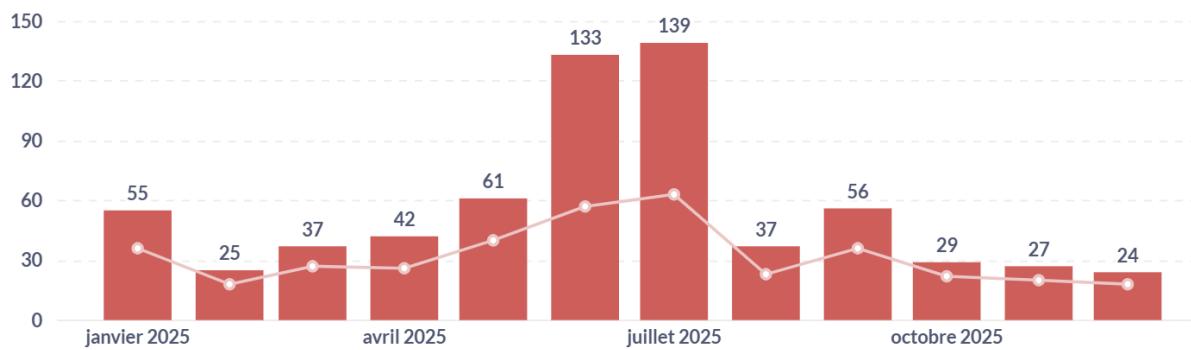
<https://observatoiremediaecologie.fr/mesinformation-climatique>

Figure : Évolution du nombre de cas de mésinformation climatique par trimestre en 2025

Note : les données relatives au 4^e trimestre sont susceptibles d'évoluer légèrement

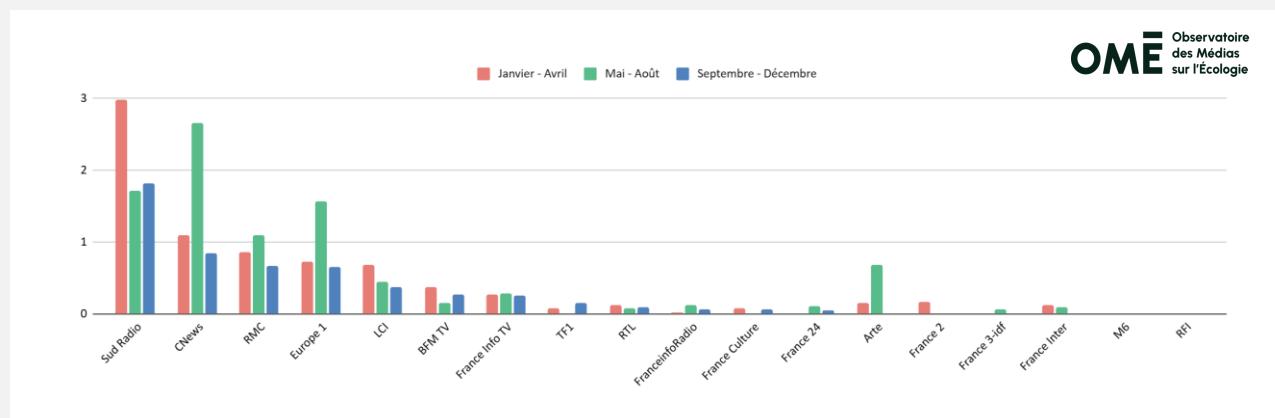
● Nombre de programmes (émissions) distincts ● Nombre de cas avérés de mésinformation

OMÉ Observatoire
des Médias
sur l'Écologie



- En l'absence de débat majeur sur les politiques publiques environnementales, le quatrième semestre 2025 a vu une **baisse significative du nombre de cas de mésinformation** climatique détectés.
- Le mois de **septembre** fait néanmoins **exception, avec 56 cas de mésinformation**.

Figure : Évolution du nombre de cas de mésinformation climatique par heure d'information sur le changement climatique par média entre les deux périodes d'analyse (Janvier - Août ; Septembre - Décembre)



- La plupart des médias ayant été le plus touchés par la mésinformation climatique sur les 8 premiers mois ont **baissé en tendance pour les 4 derniers mois d'analyse, à l'exception de SudRadio** qui maintient un niveau relativement similaire et toujours très élevé de nombre de cas de mésinformation climatique par heure d'information sur le changement climatique.
- Par ailleurs, **l'analyse des locuteurs** ayant prononcé les cas de mésinformation climatique montre une **situation relativement stable** depuis le début de l'année :
 - 32% d'invités
 - 24% d'invités politiques
 - 20% de journalistes (pour les 4 derniers mois, 80% de ces cas sont recensés exclusivement sur CNews et Europe 1, un constat pour le moins inquiétant)**
 - 19% de chroniqueurs
 - 5% de l'audience

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES, TOUJOURS AU CŒUR DE LA DÉSINFORMATION CLIMATIQUE, REJOINTES PAR LES VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Rappel :

- L'ensemble des vérifications des narratifs de désinformation climatique peuvent se retrouver sur le site de l'Observatoire, ou sur le site de Science Feedback

 <https://science.feedback.org/fr/informations-trompeuses-climat-télévision-radio-france-analyse-ampleur-recits-frequents/>



- La majorité des cas de mésinformation se rattachent à l'un des 19 narratifs de désinformation identifiés sur les huit premiers mois de 2025, **aucun nouveau narratif saillant n'ayant apparu durant les 4 derniers mois**.
- Les narratifs de désinformation les plus récurrents **ciblent toujours les énergies renouvelables variables**. Le "top 3" des narratifs de désinformation reste inchangé :
 - « Les énergies renouvelables variables font exploser le prix de l'électricité » et l'attribution trompeuse de la hausse récente du coût de l'électricité au déploiement des renouvelables;
 - « Le soutien de l'État aux énergies renouvelables est gigantesque (de l'ordre de dizaine voire centaine de milliards d'euros dans les prochaines décennies) », avec des affirmations imprécises ou infondées sur son impact sur les prix de l'électricité ;
 - « Les énergies renouvelables sont inefficaces ou inutiles en raison de leur intermittence », reposant sur des raisonnements fallacieux, notamment l'idée d'une inefficacité intrinsèque et d'une absence de rentabilité ou de compétitivité sans soutien public.
- Les **narratifs liés à l'automobile percent à nouveau**, dans un contexte de renoncement de l'Union Européenne à l'interdiction des véhicules thermiques à horizon 2035 :
 - « Les voitures électriques polluent plus que les voitures thermiques ou hybrides » ;
 - « Les voitures thermiques ne sont pas un problème pour l'environnement, en particulier si elles sont alimentées à l'éthanol, au diesel, ou si elles sont récentes »
- Nous observons un **reflux des propos de déni climatique** (> 8 cas), avec une forte prévalence du narratif « L'origine anthropique du réchauffement climatique est incertaine ou insignifiante », un constat particulièrement préoccupant.

DES NOUVELLES DE L'OBSERVATOIRE : PRESSE ÉCRITE, MÉSINFORMATION CLIMATIQUE ET PUBLICITÉ

- L'Observatoire des Médias sur l'Écologie **s'élargit à la presse écrite en février 2026** ! Il mesurera la couverture des enjeux environnementaux dans les principaux titres de la presse quotidienne et régionale, des magazines d'information généralistes et sur certains sites d'information. Le lancement de ce nouveau volet préparé depuis un an aura lieu **le 26 février au Théâtre de la Concorde** dans le cadre d'un événement grand public.
- Après l'information générale et politique, l'**OMÉ s'ouvre aux contenus de la publicité**. Dans les mois à venir il explorera les méthodes pertinentes pour analyser les discours publicitaires et détecter le greenwashing à proximité des programmes d'information.
- Depuis janvier 2025 l'**Observatoire mesure la mésinformation climatique dans les médias audiovisuels français**. Grâce à des méthodes semi-automatisées et la vérification par les fact-checkers Science Feedback, la plateforme permet notamment de suivre quels sont les **grands narratifs fallacieux sur les enjeux climatiques**.
- Enfin, du nouveau du côté des organisations : deux associations ont rejoint le consortium de l'**OMÉ**, **Éclaircies** et **Science Feedback**, respectivement en charge des mesures ciblant la publicité et la désinformation climatique.

CONTACT PRESSE

EXPERTISES CLIMAT

Célia Gautier

celia.gautier@expertisesclimat.fr

+33 6 72 34 00 27

PLUS DE CLIMAT DANS LES MÉDIAS

Claire Morvan

bonjour@climatmedias.org

QUOTACLIMAT

Jean Sauvignon

jean.sauvignon@quotaclimat.org

+33 6 35 51 61 32



Lancé en novembre 2024, l'Observatoire des Médias sur l'Écologie (OMÉ) analyse le traitement médiatique des enjeux environnementaux dans les programmes d'information audiovisuels. Il est coordonné par un consortium d'acteurs associatifs et privés (Data for Good, Éclaircies, Eleven strategy, Expertises Climat, Mediatree, Plus de climat dans les médias, QuotaClimat et Science Feedback) et soutenu par l'Ademe.

L'Observatoire des Médias sur l'Écologie est également une opération soutenue par l'État dans le cadre du dispositif « Soutenir les alternatives vertes 2 » de France 2030, opéré par la Banque des territoires (Caisse des Dépôts).